

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/35-ans-de-Tchernobyl-la-catastrophe-continue-dans>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **35 ans de Tchernobyl : la catastrophe continue dans un déni indécent**

23 avril 2021

35 ans de Tchernobyl : la catastrophe continue dans un déni indécent

Le 26 avril 1986, le réacteur n°4 de la centrale ukrainienne de Tchernobyl explosait, entraînant le pire accident nucléaire jamais connu et relâchant un panache radioactif qui toucha une bonne partie de l'Europe et de la Russie. Des centaines de milliers de personnes durent quitter leur lieu de vie et une zone d'exclusion de 2600 km² fut créée. Sans le sacrifice de centaines de milliers de "liquidateurs" intervenant sur la centrale accidentée, les conséquences de l'accident auraient pu être plus catastrophiques encore.

35 ans après, la catastrophe est toujours en cours

Rappelons-le avec force : Tchernobyl n'appartient pas au passé et les conséquences de cet accident se feront encore sentir pendant des siècles. Le Césium 137, principal radioélément rejeté, toujours présent dans les sols, n'a vu sa radioactivité diminuer que de moitié. Plus de 4 millions de personnes vivent encore sur des territoires hautement contaminés et doivent surveiller en permanence leur alimentation. Les données publiées par des hôpitaux biélorusses laissent apparaître une prévalence élevée chez les enfants de différentes pathologies, notamment cardiovasculaires, et de malformations congénitales [1].

Malgré les clichés d'une nature qui reprend ses droits dans la zone, la faune et la flore sont également affectées par les radiations persistantes [2] et s'avèrent encore plus vulnérables aux incendies [3], comme celui qui a ravagé 870 km² au printemps 2020 et dont les flammes sont arrivées non loin de la centrale. Enfin, 35 ans après, même si une gigantesque enceinte a été installée au-dessus de l'ancien sarcophage qui menaçait de s'effondrer, il n'existe toujours pas de solution pour évacuer les restes de combustible et de corium enfouis sous les 4000 tonnes de matériaux ayant servi à étouffer l'incendie.

En France, la majorité de la classe politique persiste dans le déni du risque nucléaire

Pourtant, plus le temps passe, plus une musique inquiétante s'installe chez certains commentateurs : l'inexorable minimisation des conséquences pour les victimes de la catastrophe. La morbidité persistante et les pathologies radio-induites sont tenues pour quantité négligeable, quand les décès

entraînés par l'accident ne sont pas tout simplement niés. Qu'un prétendant à la présidentielle tel qu'Arnaud Montebourg puisse s'exclamer comme une évidence "*Tchernobyl : zéro mort !*" est extrêmement grave.

Rappelons qu'une catastrophe nucléaire comme Tchernobyl pourrait malheureusement arriver en France : l'Autorité de sûreté nucléaire, non sans cynisme, entend même nous y préparer et appelle au développement d'une "culture du risque" [4] ! Ses conséquences sanitaires, environnementales et économiques seraient écrasantes [5]. Même hors conditions accidentelles, rappelons qu'une relance du nucléaire irait de pair avec la poursuite de la pollution des mines d'uranium et de la production de déchets ingérables, ainsi que la poursuite de rejets radioactifs dans l'eau et dans l'air.

Nous dénonçons fermement cette minimisation du risque nucléaire et l'offensive qui l'accompagne, menée par l'industrie nucléaire et ses soutiens politiques, pour discréditer la perspective d'une France 100% renouvelable et présenter la construction de nouveaux réacteurs comme inéluctable. Alors qu'EDF est confrontée à une dette abyssale, le lobby joue des pieds et des mains pour rendre le nucléaire éligible aux investissements "verts" européens et faire financer les nouvelles installations par l'argent public. Tout en prétendant que la décision de construire de nouveaux réacteurs n'est pas encore prise, le gouvernement vient de passer un [appel d'offre](#) pour étudier des pistes de financement. Pourtant, miser sur l'électricité "bas-carbone" de nouveaux réacteurs hors de prix et lents à construire serait une perte de temps et d'argent inexcusable face à l'urgence climatique.

Pour rappeler l'actualité de la catastrophe de Tchernobyl et exprimer notre refus déterminé d'une relance du nucléaire, [des actions seront organisées dans plusieurs villes de France](#). En particulier, dans le cadre de l'[Appel du 26 avril](#), en de nombreux lieux se tiendront des lectures publiques du prologue de *La Supplication*, oeuvre du prix Nobel de littérature Svetlana Alexievitch, qui s'ouvre sur le récit poignant de la femme d'un pompier de Tchernobyl.

Notes

[1] Voir notamment les [travaux du Pr. Yuri Bandazhevsky](#) et les données collectées par l'association [Enfants de Tchernobyl Belarus](#) laissant apparaître un taux de malformations cardiaques congénitales 10 à 20 fois supérieur à la normale chez les enfants suivis par la polyclinique de Minsk.

[2] Voir à ce sujet [les travaux des biologistes Anders Møller et Timothy Mousseau](#).

[3] Comme le montrent [les travaux d'Anders Møller et Timothy Mousseau](#), la radioactivité affecte les organismes du sol responsables de la décomposition du bois mort, ce qui résulte en l'accumulation de matières sèches inflammables

[4] L'ASN a ainsi mis en place le site <https://post-accident-nucleaire.fr/>. Dans les schémas prévus, ce serait alors aux élus locaux, personnels de santé, entrepreneurs, enseignants de se responsabiliser, "de prendre leur destin en main" (terme utilisé par l'IRSN à l'occasion du retour d'expérience de Fukushima) pour gérer une crise dans laquelle ils n'ont eu aucune responsabilité, aucune décision !)

[5] Selon [l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire](#), un accident de type Fukushima pourrait coûter plus de 430 milliards d'euros. Une [précédente évaluation de l'IRSN](#), datée de 2007, envisageait même un scénario extrême à 5800 milliards d'euros.